

Élections législatives en Slovaquie

12 juin 2010

ANALYSE

un mois avant
le scrutin

Le 12 juin prochain, les Slovaques renouvelleront les 350 membres du Conseil national de la République, Chambre unique du Parlement. 2 401 candidats issus de 18 partis et mouvements politiques participeront au scrutin. 7 900 prisonniers pourront y participer pour la première fois ; auparavant, ils n'étaient autorisés à voter que pour le seul scrutin présidentiel. Enfin, les 2 millions de Slovaques résidant à l'étranger (la majorité vivant au Royaume-Uni) pourront remplir leur devoir citoyen par correspondance. Il y a 4 ans, 3 427 d'entre eux avaient voté.

Le système politique slovaque

Le Conseil national de la République comprend 150 membres élus pour 4 ans au scrutin proportionnel. Afin de pouvoir se présenter aux élections, tout parti ou mouvement doit rédiger une déclaration certifiant qu'il réunit au moins 10 000 adhérents. Si ses effectifs sont inférieurs, il est néanmoins possible pour un parti de déposer une pétition de soutien contenant un nombre de signatures lui permettant d'atteindre ce chiffre. Le dépôt d'une caution de 16 500 € est également obligatoire pour chaque liste.

Tout parti politique doit recueillir au moins 5% des suffrages exprimés pour être représenté au Parlement, une coalition de 2 ou 3 partis au minimum 7% (10% si elle réunit 4 partis ou plus).

6 partis politiques sont actuellement représentés au Conseil national de la République :

- Direction-Démocratie sociale (SMER-SD), parti social-démocrate créé le 29 octobre 1999 et dirigé par le Premier ministre sortant, Robert Fico, possède 50 sièges ;
- l'Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique (SDKU-DS), dirigé par Iveta Radicova, compte 31 députés ;
- le Parti national (SNS), dirigé par Jan Slota et membre de la coalition gouvernementale sortante, possède 20 sièges ;
- le Parti de la coalition hongroise (SMK), présidé par Pal Csaky, compte 20 députés ;

- le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (LU-HZDS), dirigé par l'ancien Premier ministre (1993-1998) Vladimir Meciar et membre de la coalition gouvernementale sortante, possède 15 sièges ;
- le Mouvement chrétien-démocrate (KDH), créé en février 1990 et dirigé par Pavol Hrusovsky, compte 14 députés.

La domination de Robert Fico

Premier ministre sortant, Robert Fico est indéniablement l'homme fort de la politique slovaque. Arrivé au pouvoir le 17 juin 2006, le Chef du gouvernement jouit d'une forte popularité auprès de ses concitoyens. En dépit de ce qu'il peut en dire, le leader de SMER-SD n'a pas, lorsqu'il a pris les rênes du pays, modifié la structure économique du pays ni n'est revenu sur la plupart des réformes mises en place par son prédécesseur Mikulas Dzurinda (SDKU), ancien Premier ministre entre 1998 et 2006.

Le taux de croissance du PIB slovaque était de -5% en 2009 et devrait, selon les analystes, redevenir positif et s'élever à 2% cette année. En 2007, la Slovaquie avait obtenu la plus forte croissance de l'Union européenne avec 10,4%. Le PIB par habitant représente 63,5% de la moyenne européenne ; il est le plus faible de la zone euro. Le chômage touchait 14,2% de la population active fin février 2010, soit le 2^e taux le plus élevé derrière l'Espagne (19%) et devant l'Irlande (13,2%). La

Slovaquie est par ailleurs parmi les membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) le pays qui a connu ces derniers mois la plus forte hausse du taux de personnes sans emploi (+ 4,1%). Enfin, les investissements étrangers ont beaucoup baissé en 2009. Ils se sont élevés à 244,4 millions € et ont permis de créer 4 450 emplois (par comparaison, ils atteignaient 1 277 millions en 2007 où ils ont créé 16 852 emplois).

Pour atténuer les effets de la crise économique internationale, Robert Fico a augmenté les dépenses sociales de l'Etat, aggravant ainsi de façon importante le déficit budgétaire. En 2009, la Slovaquie a vu pour la première fois son déficit budgétaire dépasser les 3% du PIB autorisés par le Pacte de stabilité et de croissance et s'élever à 6,3%. « *La Slovaquie va être parmi le faible nombre de pays qui vont améliorer leurs finances publiques cette année* » a déclaré Robert Fico qui affirme également que le déficit budgétaire sera ramené au-dessous des 3% du PIB d'ici à 2012. Le Premier ministre aime à rappeler que malgré la crise, il est parvenu à ne pas geler les salaires ni augmenter les impôts. Il s'enorgueillit de l'adoption de la monnaie unique par son pays le 1er janvier 2009. Robert Fico a d'ailleurs déclaré qu'il souhaitait que Jan Pociatek, ancien homme d'affaires, ministre des Finances et architecte de l'entrée de la Slovaquie dans la zone euro, conserve son poste après les élections législatives du 12 juin prochain.

L'un des problèmes de la Slovaquie est que la plupart de ses investissements se font dans un nombre réduit de secteurs économiques et seulement dans quelques régions du pays. Ainsi, le PIB de la région de Bratislava représente 148,7% de la moyenne européenne, le taux de chômage y est de 4,6%, alors que dans la région de Presov, ce dernier atteint 18,1% avec un PIB représentant seulement 34,7% de la moyenne des 27 comme dans la région de Banska-Bystrica où le chômage s'élève à 21,1% et où le PIB représente 46,9% de la moyenne européenne.

Durant les deux premières années de son mandat, Robert Fico a supprimé certaines des mesures mises en place par son prédécesseur Mikulas Dzurinda comme le ticket modérateur obligatoire pour toute visite chez le

médecin, les séjours à l'hôpital et l'achat de médicaments. Il a également révisé le code du travail dans un sens moins libéral. Robert Fico a enfin réorienté la politique étrangère de la Slovaquie, s'éloignant des Etats-Unis en s'opposant au bouclier antimissile que les Etats-Unis souhaitent implanter dans la partie orientale de l'Europe et en retirant le contingent slovaque présent en Irak. Sous son mandat, la Slovaquie est également entrée dans l'espace Schengen.

Le programme de SMER-SD prévoit une revalorisation annuelle du salaire minimum et l'établissement d'une allocation spéciale de fin d'année pour les retraités qui pourrait devenir un 13^e mois de pension. Robert Fico, qui veut accroître la solidarité au moyen du système fiscal, ne souhaite pas revenir sur l'impôt à taux unique qui porte à la fois sur le revenu, sur les sociétés et sur la TVA, fixé à 19%, mais il n'a pas exclu la mise en place d'un impôt progressif sur le revenu pour les personnes qui perçoivent un salaire égal ou supérieur à 3 000 ou 4 000 € mensuels. Il souhaite poursuivre son action économique en faveur d'une reprise du contrôle par l'Etat du patrimoine industriel stratégique du pays. Robert Fico mène campagne en répétant que si le SDKU-DS revient au pouvoir, ce parti dérégulera l'économie et privatisera les entreprises nationales, ce qui contribuera, selon lui, à affaiblir l'Etat et les intérêts slovaques. Il affirme également que la principale formation d'opposition supprimera la loi sur l'établissement du slovaque comme langue d'Etat votée en 2009 et construira une deuxième université hongroise en Slovaquie.

La principale question que se posent les observateurs est la suivante : avec qui gouvernera Robert Fico ?

« *Le Parti national slovaque a peu de chance de rester au gouvernement* » souligne Pavel Haulik, sociologue à l'institut d'opinion MVK. En outre, les relations entre Robert Fico et Vladimir Meciar ne sont pas des meilleures ; le résultat du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (LU-HZDS) sera essentiel pour une éventuelle participation de celui-ci au prochain gouvernement. Beaucoup d'analystes estiment que la future coalition gouvernementale ne comptera en dehors de SMER-SD qu'un seul autre parti. Certains analystes po-

litiques croient en une alliance SMER-SD/Mouvement chrétien-démocrate (KDH), d'autres considèrent la possibilité d'une coalition rassemblant SMER-SD, KDH et le parti représentant les minorités ethniques Most-Hid (Pont).

La victoire du SMER-SD le 12 juin prochain semble faire peu de doute. Mais, depuis peu, et pour la première fois, la question se pose de savoir si le Premier ministre sortant ne pourrait être empêché de former un gouvernement, faute de parvenir à rassembler sous sa bannière et à proposer une ligne d'action cohérente. Robert Fico peut au moins se réjouir de la décision prise par le Mouvement pour la démocratie (HZD), ancien parti du Président de la République, Ivan Gasparovic, fondée en 2002 et dirigée par Jozef Grapa, qui a choisi, en novembre 2009, de mettre fin à son existence et de fusionner avec SMER-SD.

L'opposition peut-elle gagner ?

Il y a quelques mois, le leader de l'Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique (SDKU-DS), Mikulas Dzurinda, annonçait son départ de la tête du parti. « *Je prends cette décision parce que je veux que la campagne électorale se concentre sur les gens, sur les programmes et sur ce que Robert Fico et son gouvernement ont réalisé* » a déclaré l'ancien Premier ministre. Deux personnes étaient candidates à sa succession : Ivan Miklos, ancien ministre des Finances, et Iveta Radicova, ancienne ministre du Travail et candidate malheureuse à l'élection présidentielle des 21 mars et 4 avril 2009 (elle a recueilli 44,46% des suffrages au 2^e tour de scrutin pour 55,53% au Chef de l'Etat sortant Ivan Gasparovic). Cette dernière, plus populaire, a été élue à la tête du SDKU-DS alors que Mikulas Dzurinda soutenait son adversaire.

Le 27 mars dernier, le SDKU-DS a présenté un programme proposant 140 solutions. La première partie du texte sera, en cas de victoire du parti aux élections législatives, mise en oeuvre durant les 1 000 premiers jours du gouvernement, le reste durant la législature. Mikulas Dzurinda avait, plusieurs fois, affirmé sa volonté de voir les partis d'opposition se réunir dans la perspective des élections législatives. A la fin de l'année 2009, il avait appelé à l'organisation d'un meeting réu-

nissant les 7 partis d'opposition du pays, représentés ou non au Parlement, afin de créer une coalition contre le SMER-SD et Robert Fico. Ces efforts tardifs seront-ils suffisants pour que son souhait se concrétise ?

La victoire de la Fidesz en Hongrie a-t-elle affecté la stratégie des partis représentant la minorité hongroise ?

La victoire de l'Alliance des jeunes démocrates (FIDESZ) de Viktor Orban aux élections législatives en Hongrie les 11 et 25 avril derniers n'est pas sans avoir provoqué certaines réactions dans la Slovaquie voisine.

Le Parti de la coalition hongroise (SMK) se bat fermement contre la loi sur l'établissement du slovaque comme langue d'Etat votée en 2009 par le SMER-SD qui oblige toute personne ou organisme à utiliser exclusivement le slovaque dans les communications n'étant pas d'ordre privé. « *Notre priorité est d'empêcher le Parti national slovaque d'entrer au gouvernement* » a déclaré Pal Csaky, leader du SMK. Il a indiqué que, pour lui, la meilleure des coalitions gouvernementales serait celle qui rassemblerait l'Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique (SDKU-DS), le Mouvement chrétien-démocrate (KDH) et son parti.

Fondé récemment par des membres du SMK qui refusé la façon de diriger de Pal Csaky, Most-Hid est présidé par Bela Bugar. Dans la perspective des élections législatives, il a entamé des négociations avec le SDKU-DS ainsi qu'avec le nouveau parti, Liberté et solidarité (SaS) avec laquelle Most-Hid voudrait coopérer. « *Je parle de programme, pas de coalition. Je pense que Liberté et solidarité pourrait ne pas être représenté au Parlement et qu'il serait dommage de perdre ces votes* » a déclaré Bela Bugar.

Les autres partis

Le Parti national slovaque (SNS) de Jan Slota n'hésite pas à jouer la carte hongroise et à effrayer la population après la victoire de la FIDESZ en Hongrie. Il veut faire de la contestation de la validité des décrets Benes une offense criminelle. Les décrets Benes (du nom de l'ancien président de la Tchécoslovaquie Edvard Benes qui fut élu en 1935, dirigea le gouvernement tchécoslovaque en exil de 1938 à 1945 et démissionna en 1948

à la suite du coup d'Etat communiste) sont en fait 4 documents datant de 1945 et concernant les Allemands des Sudètes et les Hongrois et stipulant « *l'administration nationale des biens des Allemands, Hongrois et traîtres* » (19 mai), « *la punition des criminels nazis et collaborateurs* » (19 juin), « *la privation des Allemands et des Hongrois de la citoyenneté tchécoslovaque* » (2 août) et « *la confiscation des biens ennemis* » (25 octobre). Concrètement, par ces décrets, environ 3 millions d'Allemands et 100 000 Hongrois vivant dans les Sudètes ont été expulsés et dépossédés de tous leurs biens à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le SNS souhaite « *résoudre le problème tzigane* » en faisant travailler les personnes depuis longtemps au chômage 50 heures par mois pour la commune dans laquelle elles résident. Il est favorable au rétablissement de la peine de mort et désire fusionner le ministère de l'Agriculture avec celui de l'Environnement et le ministère de la Défense avec celui de l'Intérieur.

Autre partenaire de Robert Fico au gouvernement, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (LU-HZDS) de Vladimir Meciar entretient des rapports tendus avec le SNS. L'ancien Premier ministre slovaque affirme que le LU-HZDS atteindra les 10% des suffrages et qu'ainsi, avec le SMER-SD, ils pourront se passer du SNS pour former une coalition. « *Nous nous sentons comme une future mariée* » a-t-il souligné. Selon Vladimir Meciar, les forces d'opposition sont incapables de s'unir comme elles l'ont fait en 1998 lorsqu'elles ont mis un terme au gouvernement qu'il dirigeait à l'époque. S'il bénéficie du soutien de nombreuses personnes âgées, le LU-HZDS est cependant vu comme le parti d'un seul homme dont la popularité est d'ailleurs déclinante. Cette personnalisation l'empêche de se développer et met son avenir en péril.

Candidat du Mouvement chrétien-démocrate (KDH) au poste de Chef du gouvernement, l'ancien Commissaire européen à l'Education, la Culture et la Jeunesse (2004-2009), Jan Figel, souhaite voir son parti figurer dans les trois premiers aux élections. Il est persuadé qu'ensemble, le SDKU-DS et son parti peuvent recueillir davantage de suffrages que SMER-SD. Pavel Haulik, sociologue de l'institut d'opinion MVK, estime que le KDH pourrait même obtenir un meilleur résultat que le SDKU-DS.

Liberté et solidarité (SaS), créé par Richard Sulik, auteur de la réforme fiscale slovaque, n'envisage pas de coopération avec SMER-SD. « *Nous voyons en Direction-Démocratie sociale un parti responsable du déclin moral et économique de la Slovaquie et nous ne voulons pas travailler avec une telle formation* » a-t-il déclaré. A l'issue des élections régionales des 14 et 28 novembre derniers (où le SaS avait recueilli 5,87% des suffrages), celui-ci s'était dit prêt à collaborer avec Robert Fico mais en aucun cas avec le SNS. « *Si l'opposition refuse de coopérer avec Robert Fico, elle devra porter la responsabilité de l'alliance de Direction-Démocratie sociale avec le Parti national slovaque* » avait-il souligné.

Liberté et solidarité a publié son programme électoral, un manifeste de 120 idées, pour une meilleure vie en Slovaquie, centré sur la défense des libertés et sur la responsabilité individuelle ainsi que sur le renforcement de la solidarité. Le système de santé et de sécurité sociale et les pensions de retraite constituent les priorités du parti qui a assuré que toutes les mesures qu'il proposait étaient financées. « *L'Etat doit garantir à tout citoyen une subsistance minimum et les soins élémentaires* » peut-on lire dans son manifeste. Le SaS met également l'accent sur la dette publique du pays (qui s'élève à 11 300 € par personne contre 7 300 € en 2008) et propose l'établissement d'une règle constitutionnelle pour réduire les déficits.

Au cours de l'année 2009, les Slovaques ont été appelés trois fois aux urnes: pour l'élection présidentielle (21 mars et 4 avril) qui a vu la réélection du Président Ivan Gasparovic, candidat soutenu par le Premier ministre Robert Fico ; pour le scrutin européen (6 juin) largement remporté par SMER-SD avec 32,02% des suffrages contre 16,99% au SDKU-DS, et pour les élections régionales des 14 et 28 novembre où SMER-SD s'est imposé en remportant 7 des 8 provinces que compte le pays (seule celle de Bratislava lui a échappé).

Néanmoins, les scrutins européen et régional ont enregistré une trop faible participation (respectivement 19,64% le 6 juin 2009 ; 22,9% au premier tour des régionales et 18,3% au deuxième tour) pour être véritablement significatifs.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Median SK et publiée en avril, Direction-Démocratie sociale (SMER-SD arriverait en tête des élections le 12 juin avec 44% des suffrages, devant l'Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique (SDKU-DS) et le Mouvement chrétien-démocrate (KDH) qui recueilleraient chacun 13,1% des voix, le Parti national slovaque (SNS) 7% et le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (LU-HZDS), 6,1%. Le SaS, le SMK et Most-Hid recueillent respectivement 4,3%, 3,9% et 2,3% des suffrages et n'entreraient donc pas au Parlement.

En outre, selon un sondage réalisé par Polis Slovakia et l'agence Sita, 42,8% des Slovaques estiment que le Premier ministre Robert Fico a de grandes chances de conserver son poste à la tête du gouvernement. Seuls 19,1% des personnes interrogées pensent qu'Ľuveta Radicova pourrait le remplacer à l'issue du scrutin du 12 juin prochain tandis que 17,1% voient le leader chrétien-démocrate, Jan Figel, succéder à Robert Fico.

Rappel des résultats des élections législatives du 17 juin 2006 en Slovaquie

Participation : 54,67%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Direction-Démocratie sociale (SMER-SD)	671 185	29,14	50
Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique (SDKU-DS)	422 815	18,35	31
Parti national slovaque (SNS)	270 230	11,73	20
Parti de la coalition hongroise (SMK)	269 111	11,68	20
Mouvement pour une Slovaquie démocratique (LU-HZDS)	202 540	8,79	15
Mouvement chrétien-démocrate (KDH)	191 443	8,31	14
Parti communiste slovaque (KSS)	89 418	3,88	0
Forum libre (SF)	79 963	3,47	0
Alliance du nouveau citoyen (ANO)	32 775	1,42	0
Mouvement pour la démocratie	14 728	0,63	0
Espoir	14 595	0,63	0
Autres	44 336	1,93	0

Source : Office national de la statistique slovaque

le point à une semaine du scrutin

Le 12 juin prochain, les Slovaques sont appelés à renouveler les 150 membres du Conseil national de la République, Chambre unique du Parlement.

La campagne électorale a longtemps été centrée sur les enjeux de l'emploi et des questions sociales, la sécurité et la lutte contre la corruption. Mais le vote, le 26 mai dernier, par le Parlement hongrois d'un amendement à la loi sur la nationalité accordant un passeport hongrois (appelé « *passeport Trianon* » du nom du traité dont on a fêté le 4 juin dernier le 90^e anniversaire) aux Magyars d'origine (sous condition qu'ils parlent la langue hongroise) a placé la question nationale au cœur de la campagne électorale slovaque.

J-7
7 jours avant
le scrutin

Le Chef du gouvernement Robert Fico (Direction-Démocratie sociale, SMER-SD) a réagi avec véhémence à cet amendement, rappelant son ambassadeur à Budapest et dénonçant l'arrogance et la surenchère nationalistes du gouvernement hongrois. Il a affirmé que cette loi représentait un « *risque pour la sécurité de la Slovaquie* » et a convoqué le Conseil de sécurité de l'État, réunion restreinte du cabinet prévue par la Constitution en cas de menace terroriste militaire ou catastrophe naturelle. Le Parlement slovaque a immédiatement réagi à la mesure mise en place par son voisin hongrois en votant à une majorité de 90 voix (sur 115 membres présents) un amendement à la loi sur la citoyenneté qui stipule que tout Slovaque qui prend volontairement la nationalité d'un autre pays perd automatiquement sa précédente nationalité (des négociations pourraient avoir lieu en ce qui concerne les Tchèques). Une amende de 3 000 € sera infligée aux personnes ne déclarant pas leur double nationalité. Le ministre des Affaires étrangères, Miroslav Lajcak, a affirmé que la révision votée par le Conseil national de la République était déjà la norme dans plusieurs pays européens comme l'Autriche, la République tchèque ou l'Estonie. Le Parti de la coalition hongroise (SMK) s'est élevé contre cet amendement qu'il juge antidémocratique et anticonstitutionnel. L'ancien leader de l'Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique (SDKU-DS), Mikulas Dzurinda, a indiqué que la révision de la loi sur la citoyenneté allait à l'encontre des intérêts slovaques car elle pouvait conduire à l'émergence d'une nouvelle minorité, celle des citoyens hongrois résidant (de façon permanente) en Slovaquie. « *Ce nouvel épisode des tensions slovaque-hongroises intervient au plus mauvais moment pour l'opposition démocratique qui avait le vent en poupe et favorise les partis populistes et nationalistes en alimentant le discours anti hongrois. Les partis nationalistes au pouvoir ont maintenant des arguments supplémentaires. Quoi de mieux que la carte hongroise pour faire oublier les affaires de corruption et les difficultés économiques !* » a souligné le président de l'Institut des affaires publiques, Grigorij Meseznikov. Le Parti national slovaque (SNS) et SMER-SD avaient déjà utilisé la « *carte hongroise* » lors de l'élection présidentielle des 21 mars et 4 avril 2009. Environ 500 000 Hongrois d'origine vivent en Slovaquie, représentant 10% de la population.

Direction-Démocratie sociale (SMER-SD) fait campagne sur son bilan après 4 ans à la tête du pays. Le parti s'enorgueillit d'avoir permis à la Slovaquie de devenir le premier pays d'Europe centrale et occidentale à avoir adopté la monnaie unique. Il met également en avant l'entrée du pays dans l'espace Schengen. L'action du Premier ministre s'est toutefois inscrite dans la continuité de celle de son prédécesseur, Mikulas Dzurinda, au pouvoir entre 1998 et 2006 même si le gouvernement de Robert Fico a supprimé quelques mesures prises par son prédécesseur comme les franchises médicales. Le Premier ministre sortant n'a pas touché à l'impôt à taux unique qui porte à la fois sur le revenu, sur les sociétés et sur la TVA, fixé à 19% (qu'il a cependant baissé sur certains produits) ni interdit les versements d'argent à des fonds privé d'assurance retraite. Les principales critiques adressés à Robert Fico concernent le renforcement du rôle de l'État, notamment en matière économique, la faiblesse des efforts entrepris pour réduire les dépenses publiques, la détérioration des relations du pays avec la Hongrie voisine et la multiplication des scandales financiers et des affaires de corruption. La loi sur la presse, qui fait obligation aux journaux de publier les réactions des personnes évoquées, est considérée par beaucoup comme une menace sur la liberté d'expression. Enfin, la loi sur l'établissement du slovaque comme langue d'État fait l'objet de critiques de la part de nombreuses personnalités qui voient dans ce texte l'introduction d'une discrimination contre la population hongroise ou plus généralement contre les minorités. « *En fin politique, Robert Fico suit les enquêtes d'opinion et a décidé de remettre sa décision sur l'aide de la Slovaquie à la Grèce, arguant du fait que le prêt de Bratislava à Athènes doit être entériné par le nouveau Parlement* » analyse Petr Horvath, politologue de l'université de Trnava. « *Les appels de Robert Fico invitant la Grèce à réduire son budget ne s'accordent pas avec ses propres promesses de continuer à construire un État social* » souligne Grigorij Meseznikov. De même, les promesses de politique sociale du Premier ministre seront difficiles à honorer sans accroître encore la dette publique du pays déjà élevée.

Si le Président de la République, Ivan Gasparovic, ne soutient officiellement aucun parti pour les élections législatives du 12 juin prochain, il reste proche de SMER-

SD. « *Il a presque le même programme que moi* » a-t-il déclaré de Robert Fico. Le Chef de l'État a mis en garde contre le nombre de partis que comprendra la future coalition gouvernementale. Selon lui, un grand nombre de partis fragiliserait le gouvernement. « *Plus il y a de partis, plus il est probable que des élections anticipées soient organisées* » a-t-il souligné. « *Plus longue sera la formation de la coalition gouvernementale, plus le pays sera confronté à des problèmes économiques et internationaux* » a affirmé Ivan Gasparovic.

« *Ces élections législatives constituent un référendum sur la voie sur laquelle la Slovaquie doit s'engager* » affirme Iveta Radicova (SDKU-DS). Selon la leader chrétienne-démocrate, Robert Fico propose un programme « *fondé sur des prêts et la couverture des pertes des banques dans laquelle les pauvres payent pour les riches et les responsables pour les irresponsables* » tandis que l'opposition, et notamment le SDKU-DS, offre aux électeurs une politique responsable de réformes dans laquelle la décision appartient au peuple souverain. « *SMER-SD n'est focalisé que sur une chose : les 4 années qu'il a passées au gouvernement sortant, ce qui prouve que le parti est incapable d'offrir quelque chose de nouveau à la population* » a déclaré Iveta Radicova. Le SDKU-DS a appelé à des élections fondées sur une véritable mise en concurrence des programmes et non sur des promesses ou, pire, sur des insultes ou des passions nationales.

Le SDKU-DS s'est réjoui du succès des forces de droite qui ont remporté les élections législatives en République tchèque le 29 mai dernier. « *La responsabilité a été plus forte que le populisme, la force de proposition plus forte que les attaques. Les résultats du scrutin tchèque prouvent qu'une campagne électorale négative et les attaques contre les adversaires ne conduisent pas au succès* » a déclaré Iveta Radicova. Cette dernière s'est également élevée contre les évêques qui ont demandé de voter en faveur du Mouvement chrétien-démocrate (KDH) le 12 juin affirmant que ce parti était « *profondément inspirée par la chrétienté et les valeurs chrétiennes* ».

« *Assez, nous voulons le changement* », tel est le slogan du Parti de la coalition hongroise. Son leader,

Pal Csaky, que le Premier ministre sortant Robert Fico a qualifié « *d'extension de Viktor Orbán* », se bat pour que le Parti national slovaque n'entre pas au gouvernement. Le Parti de la coalition hongroise a déclaré qu'il ne souhaitait pas gouverner avec SMER-SD. « *Nous pensons d'abord à nos résultats, puis à une coopération avec l'Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique et avec le Mouvement chrétien-démocrate (KDH)* » a indiqué Pal Csaky. Most-Híd, l'autre parti représentant les minorités ethniques dirigé par Bela Bugar, partage cette opinion et a affirmé sa volonté de coopérer avec l'opposition, y compris avec le Parti de la coalition hongroise. Sur ce dernier point, Pal Csaky a répondu que le leader de Most-Híd aurait du penser à cette éventualité avant de quitter le Parti de la coalition hongroise pour former son parti. Le Parti civique conservateur (OKS) dirigé par Peter Zajac a décidé de s'allier au Most-Híd pour le scrutin du 12 juin.

Le Mouvement chrétien-démocrate (KDH) a rejeté le 24 mai dernier toute coopération avec SMER-SD. Le parti dirigé par Jan Figel, ancien Commissaire européen, fait de la lutte contre la corruption l'une des conditions indispensables pour un retour de la Slovaquie à une économie saine et à un développement social. Selon le KDH, la coalition gouvernementale sortante, qui a dû faire face à de nombreux scandales financiers, a aggravé la situation socioéconomique du pays. Cependant, Jan Figel, qui déclare faire tout son possible pour une victoire de la droite, a affirmé qu'une coalition de son parti avec SMER-SD ne pouvait être complètement exclue, même s'il ne l'envisagerait qu'en dernier recours.

Le nationaliste Martin Piry (SNS) a fait scandale en présentant un court métrage de dix minutes montrant des enfants roms faisant des gestes obscènes dans un camp gitan de Kosice. Interpellé sur le fait que le Parti national slovaque gouverne depuis 4 ans et qu'il n'a rien fait pour améliorer la situation de cette population, Martin Piry a répondu que le « *problème* » relevait des ministères de l'Intérieur et du travail et que ces deux postes n'étaient pas détenus par son parti dans le gouvernement sortant. Le porte-parole du Parti national slovaque, Dusan Strauss, a tenu à souligner que l'objectif de son parti était d'attirer l'attention sur les problèmes dus « *aux*

abus de certaines personnes qui percevaient indûment des prestations sociales ». « *Pour ne pas nourrir ceux qui ne veulent pas travailler* » peut-on lire sur les affiches du parti. La Slovaquie compte 250 000 Roms vivant surtout à l'est et au sud du pays.

Enfin, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (LS-HZDS) s'est élevé contre l'évaluation des programmes des partis politiques pour les élections législatives réalisée par deux think tanks indépendants l'INESS et l'INEKO. Ces deux instituts ont accordé au parti de l'ancien Premier ministre (1993-1998) Vladimir Meciar la moins bonne note. « *Aucun des partis ne présente un programme comprenant des mesures concrètes qui permettraient d'économiser au mois 1,5 ou 2 milliard(s) €, soit la somme nécessaire pour que le pays retrouve un budget équilibré* » a déclaré Radovan Durana de l'INESS. Le président de l'Institut des affaires publiques, Grigorij Meseznikov, a affirmé que le programme social de SMER-SD (qui prévoit par exemple la poursuite de l'augmentation des pensions de retraite) conduira inévitablement à augmenter la dette publique, les autres partis fondant leurs promesses sur une amélioration de la conjoncture et sur une meilleure utilisation des fonds européens. Le programme du LS-HZDS a été jugé par l'organisation non gouvernementale consacrée à la lutte contre la corruption, Transparency International, comme le moins performant en matière de lutte contre la criminalité financière. Selon l'organisation, le SDKU-DS et le parti créé par l'auteur de la réforme fiscale slovaque, Richard Sulik, Liberté et solidarité (SaS), sont les 2 partis qui présentent les meilleurs programmes de lutte contre la corruption.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Polis, SMER-SD arriverait largement en tête des élections législatives du 12 juin prochain avec 34,3% des suffrages. Il devancerait le SKDU-DS 16%, le KDH 11,9%, Liberté et solidarité 9,9% (il entrerait ainsi au Parlement), Most-Hid 5,3% et le Parti de la coalition hongroise 5,1%. La participation devrait s'élever à environ 60%.

Les deux partenaires gouvernementaux de SMER-SD, à savoir le Parti national slovaque et le Mouvement pour une Slovaquie démocratique ont beaucoup chuté dans les enquêtes d'opinion et pourraient être exclus du Parlement. Robert Fico connaîtrait alors d'importantes difficultés pour former un gouvernement à l'issue du scrutin.

Une autre enquête d'opinion réalisée à mi mai révèle que 41,5% des Slovaques déclarent faire confiance au Premier ministre sortant Robert Fico, 17,4% à Iveta Radicova et 17% à Jan Figel. Enfin, un sondage réalisé par l'institut MVK entre le 16 et le 23 avril dernier montre que les électeurs du KDH sont les plus fidèles, ceux du Parti national slovaque étant les plus volatiles. Ainsi, 42% des personnes ayant voté en faveur du Parti national slovaque et 49% de celles qui se sont prononcées en faveur du Mouvement pour une Slovaquie démocratique lors des dernières élections législatives du 17 juin 2006 s'apprentent à donner leur voix à SMER-SD tandis que plus des 3/4 des anciens électeurs du KDH (78%) déclarent qu'ils voteront de nouveau pour ce parti. 15,5% d'entre eux devraient voter pour le parti du Premier ministre sortant.

RÉSULTATS

Le parti du Premier ministre en tête, mais l'opposition en passe de former la prochaine coalition gouvernementale

Le parti du Premier ministre sortant, Robert Fico, Direction-Démocratie sociale (SMER-SD), est arrivé en tête des élections législatives le 12 juin en Slovaquie. Il a recueilli 34,79% des suffrages et remporté 62 sièges, soit +12 par rapport au précédent scrutin du 17 juin 2006. Le Parti national slovaque (SNS) de Jan Slota, autre parti du gouvernement sortant, a obtenu 5,07% des voix (9 sièges, - 11) ; quant au Mouvement pour une Slovaquie démocratique (LU-HZDS), dirigé par l'ancien Premier ministre (1993-1998) Vladimir Meciar, partenaire des deux précédents partis au gouvernement, il échoue à franchir la barre des 5% de suffrages obligatoires pour être représenté

au Conseil national de la République, Chambre basse du Parlement. Le parti recueille 4,32% des suffrages et perd donc ses 15 députés. Ensemble, SMER-SD et le SNS obtiennent 71 des 150 sièges du Parlement, soit – 4 que la majorité absolue.

Le principal parti de l'opposition, l'Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique (SDKU-DS) dirigée par Iveta Radicova, recueille 15,42% des voix (28 sièges). Il est suivi par Liberté et solidarité (SaS), parti créé par Richard Sulik, 12,14% des suffrages (22 sièges), le Mouvement chrétien-démocrate (KDH) de Jan Figel, 8,52% des voix (15 sièges, + 1) et Most-Hid (Pont), nouveau parti représentant les minorités ethniques et dirigé par Bela Burgar, 8,12% et 14 sièges. Ces 4 partis disposent ensemble de 79 sièges au Parlement, soit la majorité absolue. Enfin, le Parti de la coalition hongroise (SMK), présidé par Pal Csaky, est l'un des grands perdants de ces élections législatives. Il recueille 4,33% des suffrages, il est exclu du Parlement et perd ses 20 députés.

On se réjouira de la hausse de la participation, phénomène que l'on a rarement l'occasion d'observer ces dernières années. 58,83% des Slovaques se sont rendus aux urnes, soit + 4,13 points de plus par rapport au scrutin législatif du 17 juin 2006.

« *Le changement est à portée de main. Les citoyens ont manifesté leur volonté, ils ont opté pour la voie de la responsabilité, pour une voie qui assurera la solution des problèmes principaux de ce pays. La principale tâche qui nous attend est de parvenir à stopper l'augmentation de la dette publique. Permettez-moi d'exprimer mon souhait que la Slovaquie soit à nouveau qualifiée de « tigre d'Europe »* » a déclaré la leader du SDKU-DS, Iveta Radicova, à l'annonce des résultats.

« *Un changement essentiel se produit en Slovaquie, qui va se manifester dans tous les domaines de la politique* » a souligné le directeur de l'Institut des Affaires publiques, Grigorij Meseznikov, qui a ajouté que ce résultat marquait « *un retour à la voie empruntée en 1998 qui avait conduit à l'adhésion de la Slovaquie à l'Union européenne et à l'Otan et à l'adoption de réformes de fond* ». « *C'est le point final qui marque la fin d'une évolution anormale depuis la naissance, en*

2006, d'une coalition formée de populistes et de nationalistes radicaux » a conclu le politologue. « *N'importe quelle alliance vaut mieux qu'un gouvernement avec Robert Fico* » a déclaré le leader de Liberté et solidarité, Richard Sulik qui s'est dit prêt à s'allier à autant de partis que nécessaire pour former une majorité parlementaire.

Le Premier ministre sortant, Robert Fico, n'a toutefois pas hésité à utiliser les mots de « succès absolu » pour évoquer le résultat de son parti et celui de ses alliés. Le Chef du gouvernement sortant a estimé que le score de SMER-SD, arrivé en tête du scrutin, lui donnait le droit de former un gouvernement. « *Ce résultat nous permet d'accepter du Président de la République la mission de former un gouvernement. Nous y sommes prêts. Il est difficile de prédire ce qui va désormais se passer. Si nous échouons, nous respecterons un gouvernement de droite et nous constituerons une opposition tenace, claire et énergique prête à se combattre tout texte qui aurait pour objectif de modifier les lois sur le travail ou la protection sociale* » a-t-il déclaré. Evoquant les 4 partis d'opposition – SKDU-DS, Liberté et solidarité, KDH et Most-Hid – qui pourraient s'unir pour former le prochain gouvernement, Robert Fico a indiqué : « *Ce conglomérat n'a aucune chance de survivre* ». « *Robert Fico va essayer d'attirer les autres partis à lui mais le fossé est devenu si profond depuis ces dernières semaines qu'il n'a pratiquement aucune chance d'y parvenir* » a souligné le politologue Samuel Abraham. Le 13 juin, le Président de la République, Ivan Gasparovic, proche du Premier ministre sortant, l'a chargé de former le futur gouvernement. « *Il y a plusieurs possibilités politiques, mais je veux charger le vainqueur des élections de la tâche former le gouvernement. Je suis convaincu que le parti crédité du plus grand soutien des électeurs mérite cette chance* » a indiqué le Chef de l'État.

« *J'ai envie de pleurer, je suis très triste pour mes Slovaques* » a déclaré le leader nationaliste Jan Slota sur la chaîne de télévision TA3. « *Si un parti politique hongrois entre au gouvernement, il y aura une auto-*

nomie politique du Sud de la Slovaquie durant son mandat » a-t-il précisé.

Née en 1956 et originaire de Bratislava, Iveta Radicova, sociologue de formation, a été ministre du Travail, des Affaires sociales et de la Famille entre 2005 et 2006 dans le gouvernement dirigé par Mikulas Dzurinda (SDKU). Elue députée lors des élections législatives du 17 juin 2006, elle choisit de renoncer à son mandat après avoir été critiquée pour avoir voté au Parlement à la place d'une parlementaire absente, Tatiana Rosova. « *J'ai commis une erreur et l'unique manière de me purifier était de renoncer à mon mandat* » avait-elle déclaré à l'époque. En 2009, elle est la candidate – malheureuse – de l'opposition à l'élection présidentielle (21 mars et 4 avril) mais recueille un résultat honorable au 2^e tour de scrutin (44,46%) où elle affronte le Chef de l'État sortant, Ivan Gasparovic qui est réélu à son poste en obtenant 55,53% des voix. En février 2010, elle est élue à la

tête du SDKU-DS où elle remplace l'ancien Premier ministre (1998-2006) Mikulas Dzurinda. Celle qui fut la première femme sociologue de son pays pourrait bien également en devenir la première femme Premier ministre.

Les résultats des élections législatives slovaques ressemblent beaucoup à ceux du scrutin de même nature qui s'est déroulé en République tchèque voisine il y a deux semaines (les 28 et 29 mai). Si les sociaux-démocrates sont arrivés en tête des élections, les forces de droite, bien que fragmentées, ont in fine remporté le scrutin. Comme leurs voisins tchèques, les Slovaques ont choisi de faire confiance à des partis de création récente. Comme eux, ils ont exprimé leurs doutes sur la généreuse politique sociale proposée par les sociaux-démocrates à l'heure où toute l'Europe adopte des politiques d'austérité.

Résultats des élections législatives du 12 juin 2010 en Slovaquie

Participation : 58,83%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Direction-Démocratie sociale (SMER-SD)	880111	34,79	62
Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique (SDKU-DS)	390042	15,42	28
Liberté et solidarité (SaS)	307287	12,14	22
Mouvement chrétien-démocrate (KDH)	215755	8,52	15
Most-Hid	205,538	8,12	14
Parti national slovaque (SNS)	128490	5,07	9
Parti de la coalition hongroise (SMK)	109639	4,33	0
Mouvement pour une Slovaquie démocratique (LU-HZDS)	109480	4,32	0
Autres	183044	7,23	0

Source : Site internet de l'Office national de la statistique slovaque http://www.volbysr.sk/nrsr2010/graf/graf1sr_sk.html

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE LA FONDATION

La protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne après le traité de Lisbonne

Question d'Europe n°173 - 14/06/2010 - Xavier Groussot, Laurent Pech

L'Europe des coopérations volontaires ou comment donner une nouvelle impulsion à l'Europe...

Note N°47 - Mai 2010 - Pierre Fauchon, François Sicard

Observatoire des élections - Elections législatives aux Pays-Bas - 9/06/2010

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.